

6

Avoir recours au plaidoyer pour contribuer à la protection de l'environnement

Un plaidoyer sert à influencer les gens, les politiques, les structures et les systèmes afin d'apporter un changement. Il s'agit d'influencer, à travers la communication, ceux qui ont le pouvoir afin qu'ils agissent de manière plus juste et équitable. À la base, il s'agit de nouer des relations. Il s'agit de s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté et de promouvoir la justice. Le plaidoyer peut être fait par, avec, ou au nom de ceux qui souffrent d'injustice. N'importe qui peut effectuer un travail de plaidoyer, il ne s'agit pas d'une tâche exclusivement réservée aux professionnels ou aux experts.

Un exemple de militante dans la Bible est la reine Esther. Le peuple lui avait demandé de représenter les Juifs devant le roi, à cause de la relation qu'elle avait avec lui. Elle était en mesure de l'influencer pour le bien du plus grand nombre. Comme elle, nous pouvons influencer les personnes qui sont au pouvoir lorsque nous avons une relation avec eux et le potentiel de les influencer.

Le plaidoyer implique d'entreprendre des actions ou des processus qui peuvent être complémentaires d'autres travaux de développement. Il est primordial au niveau des problèmes environnementaux, car bon nombre d'entre eux ne peuvent uniquement être traités avec de bonnes pratiques de développement au sein des communautés. Par exemple :

- si une communauté souffre de la pollution environnementale causée par une usine locale, il pourrait être approprié de s'attaquer au problème par le biais d'un travail de plaidoyer. Le travail de plaidoyer au niveau local implique d'influencer les décideurs au sein de l'usine, en leur expliquant l'impact de la pollution et en leur demandant d'y mettre un terme. Ceci peut être fait de manière positive en exposant les avantages de l'absence de pollution pour la santé. Au niveau national, le plaidoyer peut impliquer de demander l'amendement de certaines lois relatives à la pollution par les industries.
- le changement climatique étant un problème mondial, les gouvernements du monde entier doivent travailler ensemble à des solutions. Les organisations de développement peuvent soutenir les gouvernements nationaux en effectuant des recherches et en collectant des données relatives aux impacts locaux du changement climatique. Certaines organisations peuvent avoir l'opportunité d'assister à des rencontres internationales pour parler aux délégués de nombreux pays des problèmes liés au changement climatique.

6.1 Introduction au plaidoyer

Le plaidoyer fait partie intégrante de la mission de l'église qui doit dénoncer l'injustice, défendre les personnes pauvres, placer ceux qui détiennent le pouvoir face à leurs responsabilités, et donner aux gens les moyens d'agir pour qu'ils s'expriment par eux-mêmes. Le plaidoyer est un moyen de montrer que notre Dieu est un Dieu de justice. Le plaidoyer :

- s'attaque aux causes profondes de la pauvreté et de l'injustice et apporte des changements à long terme
- perçoit les gens comme des agents de changement dans leurs communautés
- peut contribuer à générer davantage de ressources pour le travail de développement

- peut transformer les structures du pouvoir et les systèmes d'injustice.

Le travail de plaidoyer comprend de nombreuses activités différentes, comme celles mentionnées dans le diagramme ci-dessous. Il peut être effectué seul, en groupe, ou dans le cadre d'un réseau, d'une coalition ou d'une alliance. Il peut s'agir d'une intervention ponctuelle ou d'un processus continu. Quels que soient le contexte et la forme du plaidoyer, les relations en sont toujours le fondement.

Un travail de plaidoyer efficace nécessite une planification. Il fonctionne mieux lorsqu'il s'intègre à un autre travail de développement et le complète, et lorsqu'il s'attaque à un problème central pour l'ensemble du travail d'une organisation ou d'une église. Le cycle de plaidoyer ci-dessous montre les étapes qui doivent être envisagées avant d'entamer tout travail de plaidoyer.

Le cycle du plaidoyer



Pour plus d'informations sur la façon de planifier et de mener un travail de plaidoyer, voir *ROOTS 1 et 2 : Le guide du plaidoyer*.

Quelques exemples
de méthodes de
plaidoyer**INFLUENCE DIRECTE** (ou « lobbying »)

Il s'agit de sensibiliser une personne détentrice de pouvoir à un problème et de lui suggérer des solutions potentielles. Il est important de lui fournir des informations et des preuves qui soutiennent votre argumentation. L'influence directe peut se faire soit oralement soit par écrit. Cela peut impliquer l'envoi de lettres aux autorités, des rencontres individuelles avec eux, ou des réunions publiques. Le développement de relations est souvent une activité efficace. Pour influencer les personnes au pouvoir, il est important d'inclure des personnes directement touchées par le problème en question, qu'il s'agisse de les impliquer au niveau des recherches, de les consulter à propos de ce qui doit être fait, ou de leur permettre de parler directement aux personnes détentrices de pouvoir.

MOBILISATION DU PUBLIC (ou « faire campagne »)

Il s'agit de parler d'une situation au public (du problème et de la situation potentielle) pour l'encourager à agir. Pour cela, il faut parfois expliquer aux gens l'impact qu'une situation peut avoir sur eux. Il faudra peut-être pour cela organiser des rencontres publiques, participer à des manifestations ou à des marches, rédiger des bulletins de nouvelles, demander aux gens de signer des pétitions, ou prêcher. Les méthodes qui conviennent à certains pays ne conviennent pas forcément à d'autres. Par exemple, les manifestations publiques peuvent être appropriées dans certains pays mais inefficaces, voire dangereuses, dans d'autres.

MÉDIAS

Il s'agit d'informer les gens au sujet d'un problème, d'identifier les personnes en position de responsabilité, et de suggérer des solutions à ceux qui ont le pouvoir de changer la situation. Agir au niveau des médias peut consister à rédiger un article ou une lettre pour un quotidien ou un magazine, parler à la radio ou à la télé, expliquer la situation aux journalistes ou faire un communiqué de presse.

PRIÈRE

La prière doit soutenir toutes nos actions : la prière pour le plaidoyer peut se faire en petits groupes, lors d'un culte ou individuellement. La prière est une des choses qui caractérise le plaidoyer des chrétiens. Nous pouvons également prier au sujet des problèmes pour lesquels nous n'avons pas les capacités nécessaires ou la possibilité d'entreprendre un plaidoyer.

Le plaidoyer n'est pas une histoire de confrontation ; en réalité c'est plutôt l'inverse. Le meilleur plaidoyer demande très souvent d'influencer avec douceur les personnes détentrices de pouvoir, afin d'induire des changements. Pour commencer, il sera important de trouver des points sur lesquels vous êtes en accord. Passez du temps à soutenir cette personne et à développer une bonne relation avec elle. Une fois que vous avez établi cela, il y a davantage de chances que la personne se montre compréhensive vis-à-vis de vos requêtes de changement dans d'autres domaines.

Le reste de cette section aborde des problèmes environnementaux particuliers et la manière dont on peut avoir recours au plaidoyer pour faire une différence.

6.2 Le plaidoyer et la gestion durable des ressources naturelles

Une bonne gestion des forêts, de l'eau douce, des pâturages, des terres et des autres ressources est essentielle si les communautés veulent se développer de façon à ne pas dégrader leur environnement naturel. La compétition est croissante pour les terres, le bois de chauffage ou de construction (industrie et exportation) ainsi que pour l'eau utilisée pour la consommation, l'agriculture et l'industrie. Cette compétition constitue un défi si on veut gérer l'environnement naturel de manière à ce qu'il ne s'épuise pas et ne soit pas dégradé.

Lorsque l'on décide de mener un plaidoyer dans ce domaine, il est très important d'analyser de manière approfondie les causes d'un problème donné ayant un impact sur une communauté ou un pays (voir Section 4). Généralement, la responsabilité du gouvernement en matière de gestion des ressources est répartie entre plusieurs Ministères et niveaux administratifs. Il est donc primordial de comprendre quel est le moyen le plus efficace de plaidoyer. Parfois, les problèmes de gestion des ressources peuvent créer un conflit entre les habitants et les grosses multinationales, le gouvernement prenant quelquefois la défense des compagnies. Les problèmes de gestion des ressources peuvent également provoquer des conflits au sein des communautés, les gens bataillant déjà pour trouver les rares ressources, comme l'eau ou les terres.

Les problèmes liés aux ressources naturelles sont généralement interconnectés : ce qui arrive aux forêts se répercute sur la qualité des réserves d'eau et des sols, etc. Certaines communautés ne subissent des impacts que par rapport à une seule ressource, mais les ressources d'autres communautés peuvent également être touchées.

Participer au plaidoyer pour la gestion des ressources naturelles

Le plaidoyer pour la gestion des ressources naturelles peut être un domaine efficace de travail de plaidoyer pour les communautés locales touchées par des problèmes comme la gestion des eaux de surface ou souterraines ou la déforestation. Les graves difficultés provoquées par la sécheresse et les inondations, ainsi que les problèmes récurrents, comme la distribution de l'eau entre les petites exploitations agricoles et les entreprises commerciales, pourraient être abordés.

Réfléchissez au moyen de développer la capacité des communautés qui se sentent fortement concernées par ces problèmes et aidez-les à prendre la parole. Étudiez également la possibilité de travailler avec d'autres parties prenantes, comme les membres d'organisations environnementales ou de protection de l'environnement. Bien qu'elles puissent avoir une perspective différente, elles peuvent apporter une précieuse expertise dans le domaine de la gestion des ressources et de la protection de la biodiversité. Sachez que plus un problème est complexe, plus il y aura de parties prenantes. Cela peut également impliquer des priorités divergentes ; soyez donc vigilants lors du choix des personnes avec lesquelles travailler.

Une fois que vous avez identifié les problèmes pour lesquels vous voulez plaidoyer et les causes de ces problèmes, examinez les questions suivantes :

- Le gouvernement dispose-t-il de lois nationales pour protéger les forêts ou la propriété des terres ? Ou pour protéger et gérer les lacs, rivières et eaux souterraines ? Sinon, pouvons-nous faire campagne pour que des lois soient élaborées ?
- S'il existe des lois, les autorités ont-elles la capacité de les mettre en œuvre et de gérer efficacement les ressources naturelles ? Faut-il plaidoyer pour davantage de financements du gouvernement ou une meilleure régulation de la manière de dépenser cet argent ? Existe-t-il une possibilité d'aider

les autorités locales à comprendre les problèmes, afin qu'elles puissent influencer le gouvernement national à accorder les fonds nécessaires et à les dépenser avec intelligence ?

- S'il existe des lois, sont-elles appliquées par les gouvernements locaux et nationaux ? Pouvons-nous porter une affaire devant le tribunal si nous pensons qu'une loi est en train d'être, ou sera bafouée ?
- Si une entreprise (locale, nationale ou internationale) est néfaste pour les ressources naturelles ou qu'elle empêche la communauté d'y accéder, devons-nous cibler l'entreprise elle-même, en boycottant leurs produits et services ou en manifestant ?
- Pouvons-nous utiliser les médias pour persuader le gouvernement d'agir, en exposant les dommages causés à l'environnement ?

Ensuite, développez un plan, en identifiant vos buts et vos cibles, et déterminez quelles sont les méthodes de plaidoyer les plus appropriées.

6.3 Le plaidoyer et la gestion des déchets

Le problème des déchets, comme les ordures ménagères et les excréments, recoupe celui de la gestion des ressources naturelles. Si les déchets ne sont pas correctement gérés, cela peut endommager les réserves d'eau, à long terme réduire la qualité des sols ou de l'air et attirer des porteurs de maladies comme les rats. La meilleure solution au problème des ordures est en premier lieu d'éviter d'en produire. Toutefois, nous sommes tous forcés d'en produire, et le traitement des excréments est un problème qui concerne tout être humain. La gestion des déchets est souvent un défi. Laisser des ordures dans la rue peut entraîner des risques pour la santé ; les brûler pollue l'air ; les déverser dans les rivières ou dans les lacs pollue l'eau et peut également porter atteinte aux stocks de poissons ; et les enfouir pollue le sol et les réserves d'eau, ce qui entraîne une pollution durable difficile à nettoyer. Les gouvernements locaux et nationaux doivent disposer de stratégies claires concernant la gestion des ordures et le traitement des excréments humains, afin d'éviter de polluer l'environnement.

Le plaidoyer dans le domaine de la gestion des déchets pourrait donc inclure la garantie de provision d'installations sanitaires améliorées, ou le ramassage et le traitement sûrs des ordures. Nous pouvons également plaider pour la réduction de la quantité des ordures dont les gens se débarrassent, en encourageant les boutiques à réduire leurs emballages (surtout plastiques) et en encourageant les gens à recycler leurs ordures.

Il est souvent nécessaire de sensibiliser au besoin d'un assainissement efficace et sûr, par le biais de l'éducation locale. Nous pouvons sensibiliser les gens à la nécessité de s'attaquer au problème de l'assainissement et encourager le plaidoyer au plan local et régional.

ÉTUDE DE CAS

RÉSERVE ÉCOLOGIQUE DE LA MOYA

Ayaviri est une petite ville des Andes, au Pérou. Elle entoure une réserve écologique du nom de La Moya. Deux communautés autochtones vivent au bord de la réserve de La Moya. Ces dernières années, la réserve a été polluée :

- Des gens de la ville y déversent leurs ordures.
- Les gens lavent leur linge dans la rivière, car ils ne disposent que de quelques heures d'eau courante par jour à Ayaviri.
- Les gens utilisent les espaces verts pour le sport, et le sol de certaines zones de la réserve est en train d'être réduit en poussière.
- Ayaviri se trouve sur une pente, et il n'existe pas de système de drainage pour empêcher toute l'eau sale et les ordures de la ville de s'écouler dans la réserve.

Le pasteur Eron, de l'Institut biblique d'Ayaviri, a commencé à sensibiliser les gens au sujet de la nécessité de protéger la réserve. Une organisation partenaire de Tearfund, Paz y Esperanza (Paix et espérance), a aidé l'Institut biblique à produire du matériel de sensibilisation et à faire de la planification en vue de changements. Suite à leur campagne, le maire a instauré des lois pour empêcher le déversement d'ordures dans la réserve de La Moya et établir une « patrouille écologique », qui gardera la réserve et fera payer une amende aux gens qui laisseront des débris ou y feront leurs besoins. L'Institut biblique a également mobilisé des habitants pour nettoyer la réserve de ses déchets et distribuer des prospectus pour inciter les gens à protéger leur environnement local. Des programmes réguliers d'éducation environnementale ont été diffusés à la radio locale.

Les habitants sont désormais bien plus conscients de la nécessité de protéger La Moya. Il reste encore du travail à faire pour s'attaquer à certaines causes sous-jacentes, comme mettre en place des lieux spécifiques de dépôt des ordures, et empêcher les eaux infectées et polluées de s'écouler vers la réserve. Le plaidoyer se poursuit concernant ces problèmes.

Le plaidoyer pour la gestion des déchets

Si vous envisagez de plaidoyer pour la gestion des déchets, voici quelques questions à considérer :

- Comment les ordures sont-elles collectées et traitées au plan local/national ? Existe-t-il des lois dans ce domaine, et sont-elles appliquées ? Qui est responsable au niveau local, et ces personnes sont-elles efficaces ? Sinon, pourquoi ?
- Les gens sont-ils conscients des problèmes provoqués par le déversement des ordures, et ont-ils besoin d'être éduqués concernant la nécessité de protéger l'environnement de la pollution ?
- Comment sont traitées les excréments humains ? Qui en est chargé, et existe-t-il des lois à ce sujet ? Les gens sont-ils conscients des risques de la défécation en plein air pour la santé ?
- L'Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD) 7 est d'assurer un environnement durable. Il comprend une cible visant à « réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau de boisson salubre et à des services d'assainissement de base ». Le Défi Michée est une Alliance chrétienne qui travaille à la réalisation des OMD par le biais de campagnes nationales dans de nombreux pays. Pourquoi ne pas travailler avec eux pour s'assurer que le gouvernement améliore l'accès à l'eau salubre et à l'assainissement (www.micahchallenge.org).

Ensuite, élaborez un plan, en identifiant vos buts et vos cibles, et déterminez quelles sont les méthodes de plaidoyer les plus appropriées.

ÉTUDE DE CAS

UNE USINE DE CO-COMPOSTAGE À KUMASI, GHANA

L'assainissement de l'environnement en milieu urbain est un sérieux problème pour les gouvernements de la plupart des pays en voie de développement. La ville de Kumasi, au Ghana, compte un million d'habitants. Auparavant, elle disposait de systèmes d'assainissement inefficaces. En 1999, le gouvernement a approuvé une politique d'assainissement de l'environnement pour encourager les autorités locales à réguler l'assainissement de l'environnement et prévenir la pollution, en leur permettant d'employer des méthodes simples et décentralisées.

Le co-compostage est un mode de compostage collectif de deux matières premières ou plus. À Kumasi, ce sont les déchets solides des ordures et les boues fécales qui ont été utilisés. Les fortes températures atteintes lors du processus de compostage détruisent les maladies. Le compostage produit un engrais et un conditionneur de sols sans danger.

Une usine pilote a été installée en 2002 à Buobai, à 15 km de Kumasi. On y trouve des citernes pour collecter les eaux usées et les déchets, une zone de compostage, une zone d'emballage et des bureaux.

Il faut entre 10 et 12 semaines pour transformer les déchets en compost. Il y a une forte demande de compost dans la région de Kumasi, essentiellement de la part des agriculteurs. Toutefois, les prix qu'ils sont disposés à payer sont inférieurs aux frais de production, principalement parce qu'il y a également une grande quantité de lisier de poule. Les conclusions d'une étude pilote indiquaient que la production idéale d'une usine de co-compostage devait être de 10 à 45 tonnes de compost par an.

Le co-compostage est un moyen efficace de gérer les déchets fécaux humains. Toutefois, il est nécessaire d'avoir une bonne stratégie de marketing pour encourager la durabilité d'un tel projet.

Adapté d'un rapport d'Anthony Mensah, Olufunke Cofie et Agnes Montangero, Ghana

6.4 Le plaidoyer et l'énergie durable

L'énergie est indispensable au développement. Le manque d'accès à des sources d'énergie propres et durables peut engendrer de nombreux problèmes environnementaux et non-environnementaux. Les communautés pauvres ont besoin d'avoir accès à des ressources financières et à certaines technologies pour pouvoir se développer de manière durable.

D'après la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, les pays riches doivent fournir des financements et les technologies nécessaires qui permettront aux pays pauvres d'utiliser de l'énergie pour se développer proprement, avec un meilleur rendement énergétique. Actuellement, les pays riches tardent à le faire. Le plaidoyer peut donc être utilisé pour placer les pays riches face à leurs responsabilités, en demandant davantage de financements et le transfert de technologies.

Participer à un travail de plaidoyer pour l'énergie durable

Si vous envisagez d'entreprendre un plaidoyer pour l'énergie durable, voici quelques questions à considérer :

- Dans notre pays, comment les gens génèrent-ils de l'électricité pour le chauffage, l'éclairage et le transport ? Pensez aux zones urbaines et rurales. Combien de personnes ont accès à des sources d'énergie propre ?

- Le gouvernement dispose-t-il d'une politique ou d'une stratégie pour générer de l'électricité ? Est-elle environnementalement durable ou doit-elle être modifiée ?
- Pouvons-nous influencer notre gouvernement concernant le processus de l'ONU afin que les pays pauvres aient accès à des finances et des technologies pour une énergie durable et un meilleur rendement énergétique ?
- Pouvons-nous éduquer nos autorités locales sur le moyen d'exercer une pression sur le gouvernement national afin qu'il fournisse une énergie durable ?

Ensuite, développez un plan, en identifiant vos buts et vos cibles, et déterminez quelles sont les méthodes de plaidoyer les plus appropriées. Ce domaine peut très bien s'intégrer au travail relatif au changement climatique, et recoupe également la gestion des ressources naturelles.

RÉFLEXION

■ Devrions-nous développer notre capacité à mener un travail de plaidoyer pour les problèmes environnementaux ?

■ Quels problèmes environnementaux locaux nécessitent un travail de plaidoyer ?

6.5 Le plaidoyer et la réduction des risques de catastrophes

Les catastrophes environnementales touchent les populations démunies plus que tout autre type de catastrophe, mais il y a beaucoup de choses que les gouvernements et les communautés peuvent faire pour réduire la vulnérabilité des gens aux aléas environnementaux, comme les inondations et la sécheresse. Il est prévu que l'intensité de ces aléas extrêmes augmentera au fur et à mesure que le changement climatique et la dégradation environnementale s'accéléreront. Le plaidoyer relatif à la réduction des risques de catastrophes (RRC) peut jouer un rôle clé pour sauver des vies et des moyens de subsistance.

Les gouvernements et les autorités locales sont chargés de protéger leurs citoyens. Ils peuvent faire beaucoup de choses pour réduire les risques de catastrophes, comme :

- faire de la RRC une priorité au niveau de leurs politiques de développement
- développer des lois sur la RRC qui impliquent la participation de toutes les couches de la société
- allouer des ressources pour le travail relatif à la RRC
- développer des plans de contingence à tous les niveaux du gouvernement
- travailler avec les communautés locales pour effectuer des évaluations de risques des catastrophes et agir pour être préparés à l'éventualité des risques de catastrophes.

Dans le monde, les organisations de développement travaillent avec les communautés pauvres pour réduire leur vulnérabilité aux catastrophes. Toutefois, avec l'augmentation de la pauvreté et le changement climatique global, seuls les gouvernements et les agences intergouvernementales (comme l'ONU) ont la capacité de veiller à ce que les approches de réduction des risques de catastrophes soient davantage adoptées au sein des communautés.

En 2005, à Kobe, au Japon, 168 gouvernements se sont réunis à la Conférence des Nations Unies sur la prévention des catastrophes naturelles. Ils ont approuvé un ensemble d'objectifs à accomplir d'ici 2015, qui ont été établis dans le Cadre d'Action de Hyogo 2005–2015. Il s'agit :

- de s'assurer que la RRC soit une priorité aux niveaux national et local
- d'identifier, d'évaluer et d'effectuer un suivi des risques de catastrophes et de favoriser les alertes précoces
- d'avoir recours aux connaissances, à l'innovation et à l'éducation pour développer une culture de sécurité et de résilience à tous les niveaux
- de réduire les facteurs de risque sous-jacents
- de renforcer la préparation aux catastrophes pour garantir des réponses efficaces à tous les niveaux.

Atteindre ces objectifs est du ressort de tous les gouvernements. Les gouvernements du Nord doivent investir davantage de fonds pour la RRC dans les pays en voie de développement, et les gouvernements du Sud doivent se conformer à ces résolutions et être placés face à leur responsabilité de les appliquer.

Participer à un travail de plaidoyer en RRC

Tout d'abord, renseignez-vous sur les autres organisations du pays ou de la région qui effectuent un travail de plaidoyer relatif à la RRC et arrangez-vous pour les rencontrer. Efforcez-vous de mieux comprendre le contexte national de la RRC en vous renseignant sur les cadres et structures de politiques existants. Voici quelques questions utiles à poser :

- Comment les communautés locales sont-elles touchées par les catastrophes ? Que pourraient faire les autorités locales pour minimiser les impacts des catastrophes ? Comment pouvons-nous les influencer pour veiller à ce qu'elles fassent tout leur possible ?
- De quelles politiques et stratégies de RRC le gouvernement dispose-t-il ? Où pouvons-nous nous renseigner pour découvrir les politiques et stratégies de RRC de notre gouvernement ? Existe-t-il déjà des lois relatives à la RRC, par exemple concernant l'usage des sols et les normes de construction ?
- Quelles sont les forces et les faiblesses des politiques de notre gouvernement en matière de RRC ?
- Notre gouvernement s'est-il engagé à respecter le Cadre d'Action de Hyogo ?
- Notre gouvernement reconnaît-il le lien entre la RRC et le changement climatique ?

Ensuite, élaborer un plan de plaidoyer, en identifiant vos buts et vos cibles, et déterminez quelles sont les méthodes de plaidoyer les plus appropriées.

ÉTUDE DE CAS

STOCKAGE D'EAU DE PLUIE AU RAJASTHAN

En Inde, le personnel de l'organisation Discipleship Centre a effectué une évaluation participative des risques de catastrophes auprès de nombreuses communautés vulnérables. Ces évaluations permettent aux communautés de réfléchir aux aléas potentiels (comme la sécheresse ou les cyclones), et à évaluer qui et ce qui pourrait être touché. Le Discipleship Centre les aide ensuite à planifier la façon de réduire les risques, avec une emphase sur la manière d'utiliser les savoir-faire, les ressources et les capacités déjà existantes au sein des communautés.

Un Comité de développement du village (CDV) au Rajasthan a décidé de construire des citernes d'eau de pluie qui pourraient servir lors des périodes de sécheresse. Dans cette région, la fréquence et la durée des sécheresses augmentent. Les citernes font trois à quatre mètres de large, environ trois mètres de profondeur et peuvent contenir 40 000 litres. Pendant la saison des pluies, l'eau de pluie est collectée grâce à des canaux qui aboutissent à la citerne. Lorsqu'elle est pleine, une citerne peut fournir de l'eau de consommation à plusieurs familles pour toute l'année. Les citernes peuvent également être employées pour stocker de l'eau apportée avec des camions-citernes en période de sécheresse.

Le Discipleship Centre a fourni une formation et des matériaux pour construire une citerne en ciment. Toutefois, une seule citerne ne suffisait pas pour l'ensemble des besoins de la communauté. Motivés par cette sensibilisation et leurs nouvelles connaissances, les membres du CDV ont décidé de plaider leur cause lors d'une réunion locale du gouvernement. Le Discipleship Centre a aidé le comité à rédiger une demande officielle et leur a fourni des conseils sur la manière de présenter leur requête. Suite à cette demande, le gouvernement a promis de construire dix autres citernes dans le village.

6.6 Le plaidoyer et le changement climatique

Le changement climatique est l'un des problèmes les plus urgents et pressants auquel le monde est aujourd'hui confronté. Dans la Section 1 (page 17), nous avons discuté des deux principales réponses qui peuvent être abordées grâce à un travail de plaidoyer. La première est relative à « l'adaptation » et la seconde à « l'atténuation ».

L'adaptation se rapporte au besoin de financement et de transfert de technologies qui permettront d'aider les communautés pauvres à s'adapter aux impacts inévitables du changement climatique. Au plan local, cela peut impliquer d'aider les personnes détentrices du pouvoir au sein de la communauté, comme les représentants locaux du gouvernement ou les agences locales, à prendre conscience de ce qui se passe et les encourager à agir pour que les communautés puissent s'adapter au changement climatique et se développer de manière plus durable. Sur le plan national, le travail de plaidoyer peut consister à presser les gouvernements pour qu'ils accèdent aux financements et aux transferts de technologie nécessaires, ou à travailler pour soutenir/influencer les Programmes d'Action Nationaux d'Adaptation (PANA) des gouvernements.

L'atténuation consiste à réduire les émissions de gaz à effet de serre sur la Terre à un niveau qui soit « sans danger ». Les pays riches doivent entreprendre le plus gros de la réduction, et les pays pauvres doivent avoir accès aux financements et aux transferts de technologie pour pouvoir se développer de manière plus durable, en étant par exemple encouragés à protéger leurs forêts. Au niveau local, le travail de plaidoyer peut impliquer d'expliquer aux autorités locales comment elles peuvent participer aux processus nationaux, et de leur présenter des solutions possibles d'atténuation comme l'utilisation d'énergies renouvelables. Au niveau national, le travail de plaidoyer peut consister à demander aux

gouvernements d'accéder aux financements et aux transferts de technologie nécessaires pour aider les communautés à se développer de façon plus durable.

Les organisations plus expérimentées en matière de plaidoyer peuvent essayer d'influencer les décideurs au niveau international grâce à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC). Cela peut être fait en établissant des relations avec les représentants du gouvernement qui participent aux négociations internationales et en leur fournissant des informations pour qu'ils soient pleinement informés des problèmes aux niveaux local et national. Certaines organisations peuvent même avoir la possibilité d'assister à des rencontres internationales pour tenter d'influencer les officiels ou pour soutenir leur gouvernement. Vous trouverez des exemples de cela dans les encadrés ci-dessous.

Discussions des Nations Unies sur le changement climatique

La Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) a eu lieu lors du Sommet de la Terre à Rio en 1992. Depuis 1995, ces pays se sont réunis tous les ans pour se pencher ensemble sur la situation du changement climatique. Ces rencontres annuelles portent le nom de « COP » (Conférence des Parties). En 1997, un protocole distinct de la Convention a été signé, bien qu'il ne soit pas entré en vigueur avant 2005. Il porte le nom de Protocole de Kyoto, et fixe pour les pays développés (pays dits de l'Annexe I), des taux de réduction obligatoires d'émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Les pays développés étant responsables du plus gros des émissions de gaz à effet de serre qui provoquent le changement climatique, il est juste qu'ils les réduisent de façon substantielle le plus rapidement possible. Les cibles de réduction des émissions de la première phase, de 2008 à 2012, sont assez modestes. Elles sont basées sur ce que les pays sont disposés à faire, plutôt que sur les niveaux de réduction nécessaires pour réellement s'attaquer au changement climatique. En décembre 2007, un accord a été atteint concernant un processus qui permettra de ratifier un cadre, lequel prendra effet à la fin de la première phase du Protocole de Kyoto, en 2012. Les négociations sont en train d'établir de nouvelles cibles pour les pays de l'Annexe I pour la prochaine période d'engagement, jusqu'en 2020. Certains pays émergents sont également en train de réfléchir aux actions qu'ils peuvent entreprendre pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Les discussions au plan international portent également sur l'adaptation au changement climatique. Il existe un certain nombre de financements de l'ONU pour aider les pays pauvres à s'adapter au changement climatique : le Fonds pour les pays les moins avancés, le Fonds Spécial Changement Climatique et le Fonds d'Adaptation. Toutefois, le montant de ces fonds est très limité comparativement à l'échelle du financement nécessaire.

Lors des discussions internationales, ont également été abordés : la question de la réduction des émissions dues à la déforestation ; comment s'assurer que les pays en voie de développement aient accès à des technologies durables pour l'environnement ; et comment trouver des financements pour les pays en voie de développement, afin qu'ils puissent se développer de manière propre ou respectueuse de l'environnement.

Participer au plaidoyer dans le domaine du changement climatique

Si vous envisagez d'entreprendre un plaidoyer dans le domaine du changement climatique, voici quelques questions à considérer :

- Pouvons-nous nous joindre à un réseau régional de lutte contre le changement climatique ?
- Comment pouvons-nous enregistrer des données sur notre environnement local, comme les températures, les pluies, la sécheresse ? Existe-t-il une ONG du Nord à qui nous pouvons remettre des informations, afin qu'elle les utilise pour son plaidoyer sur le changement climatique ?

- En quoi le climat a-t-il changé dans notre région et quelles répercussions cela a-t-il sur les communautés locales ? Faut-il expliquer le changement climatique aux communautés locales et les répercussions qu'il peut avoir sur elles ?
- Qu'est-ce qui pourrait être entrepris par les autorités locales ou les dirigeants locaux pour aider la population à faire face aux changements climatiques ? Quelles opportunités pouvons-nous mettre en place pour que les membres de la communauté discutent avec les décideurs locaux ?
- Devrions-nous en apprendre davantage sur le changement climatique au niveau de notre organisation ou du gouvernement, afin de comprendre ce que nous devons faire ?
- Notre pays dispose-t-il d'un Programme d'Action National d'Adaptation (PANA) (voir le site Internet www.unfccc.int/adaptation/napas/items/4583.php) ? Sinon, qu'est-ce qui devrait être fait pour s'assurer qu'il développe un plan efficace ? S'il en existe un, a-t-il besoin d'être amélioré, et comment est-il mis en œuvre ?
- Notre gouvernement intègre-t-il les mesures d'adaptation à sa planification et à sa programmation du développement ? Sinon, que pouvons-nous faire pour l'y encourager ?
- Quelle est la position de notre pays sur les thèmes clés discutés au plan international ? Que pense notre pays du financement pour l'adaptation et les bonnes pratiques, des cibles permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre et des meilleures façons d'accéder à des technologies durables ?
- Comment pouvons-nous positivement influencer la position de notre gouvernement lors des discussions de l'ONU, ou l'aider à être plus efficace ? Cela peut nécessiter de faire du lobbying et de mener campagne au niveau national, ou d'assister aux discussions de l'ONU pour mieux comprendre le processus et acquérir de l'expérience en matière de plaidoyer direct.

Efforcez-vous de travailler avec d'autres personnes qui travaillent dans ce domaine. Planifiez soigneusement vos démarches et ciblez des personnes et des organisations qui ont le pouvoir d'induire des changements. Le personnel de Tearfund spécialisé en plaidoyer peut vous aider à identifier des cibles clés.

ÉTUDE DE CAS

RÔLE D'UN PARTENAIRE DE TEARFUND LORS DES DISCUSSIONS DE L'ONU SUR LE CLIMAT

David Kamchacha, de l'Association évangélique du Malawi, s'est rendu à la Convention climat de l'ONU (COP12) à Nairobi en 2006. Il possédait une expertise dans le domaine de la réduction des risques de catastrophes, mais ne savait pas grand-chose du changement climatique et des processus de l'ONU. Il s'est joint à quelques membres du personnel de Tearfund spécialisés en plaidoyer pour influencer les participants lors des discussions. David a noué des relations avec la délégation malawienne et d'autres délégués africains. Il a profité de ces opportunités pour faire pression sur les officiels sur la question de l'adaptation des pays pauvres, et a pu utiliser les informations des rapports de Tearfund pour appuyer son lobbying. David déclare qu'il s'est souvent senti « comme un lion qui attendait en embuscade » alors qu'il guettait des opportunités de s'exprimer.

David a beaucoup appris à l'occasion des discussions et a conservé une relation forte et efficace avec le gouvernement du Malawi après son retour. Suite à cela, l'année suivante, il a été invité à assister aux discussions en tant que membre de la délégation du gouvernement malawien. Lors de la Convention climat de l'ONU (COP13) à Bali en 2007, l'adaptation fut un thème prépondérant. David a pu avoir une forte influence au sein de son propre gouvernement pendant les discussions.